

Armée

L'armée suisse est le principal instrument de la militarisation et veille à ce que notre conception de la sécurité reste fortement marquée par l'armée. Le gaspillage de ressources humaines, financières et écologiques dont l'armée est responsable est immense. Une Suisse sans armée, qui prône des solutions civiles plutôt que la violence armée, reste donc l'objectif à long terme du GSsA.

C'est la revendication historique principale et en même temps l'objectif à long terme du GSsA : l'abolition de l'armée. Le GSsA a été fondé il y a plus de 40 ans avec l'élaboration d'une initiative dans ce sens. Aujourd'hui, le GSsA est une organisation politiquement importante qui s'engage dans l'ensemble du domaine de la politique de sécurité. L'abolition de l'armée reste un pilier central de cette démarche.

L'armée est le principal instrument de la militarisation. Par de multiples moyens politiques et sociaux, tendancieux en termes de communication, l'armée ou le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) veillent à ce que la conception suisse de la sécurité reste fortement marquée par l'armée. L'idée fautive selon laquelle "plus l'armée est forte, plus le pays est sûr" est encore largement répandue et constitue le fondement de logiques militaires dépassées, qui s'expriment à leur tour dans des réalités telles que le service militaire obligatoire pour les hommes.

La pandémie du Covid, par exemple, nous a douloureusement rappelé que la "sécurité" allait bien au-delà de l'armée. L'armée n'est pas non plus d'une grande utilité dans les situations de pénurie d'énergie ou pour endiguer la crise climatique, et pourtant ces exemples sont d'une importance capitale en matière de politique de sécurité. L'armée n'est donc pas un garant de la sécurité, c'est même le contraire : en raison du budget limité de l'État, elle engloutit des moyens financiers qui font défaut ailleurs. L'armée est en effet extrêmement coûteuse. Non seulement elle ne bénéficie d'aucune incitation à l'efficacité, mais elle est même tenue de maintenir une consommation élevée de ressources afin de pouvoir préserver les budgets.

Avec le service militaire obligatoire, la Suisse dispose d'une pratique conservatrice qui contraint chaque citoyen masculin à effectuer son service militaire. Il s'agit non seulement d'une atteinte massive à la liberté personnelle, mais aussi d'un facteur important qui fait grimper massivement les coûts de l'armée. Au vu des rapports courants sur les recrues et les soldats qui doivent attendre des heures et se soumettre à diverses thérapies d'occupation, le maintien de l'obligation de servir ne pourrait guère paraître plus cynique pour un petit pays neutre comme la Suisse. Et pourtant, il est défendu vaillamment pour maintenir l'armée de masse qui prédomine en Suisse.

Outre l'épuisement des ressources, l'obligation de servir entraîne également une certaine militarisation forcée. De nombreux jeunes hommes sont capables de faire preuve d'abstraction et quittent le service militaire avec une image plus critique de l'armée. Mais ce n'est pas le cas de tout le monde, vu la nature très hiérarchisée et stricte de l'armée. On est formé pour tuer des gens. On est constamment en déplacement avec une arme dans toute la Suisse. Cela ne passe pas inaperçu pour tout le monde. On nous inculque pendant des mois la logique militaire, les images de l'ennemi définies par l'État et une idée claire du "bien et du mal". L'armée sait utiliser des éléments de propagande et soumettre ainsi ses membres à un nationalisme féroce.

On peut se demander dans quelle mesure l'armée contribue à la sécurité de la Suisse. Même les scientifiques militaires partent du principe que l'armée suisse ne pourrait guère résister à une situation d'urgence. C'est pourquoi la justification de son existence est maintenue par des interventions lors de courses de ski, du WEF ou de catastrophes naturelles. Des cas qui pourraient être maîtrisés sans problème par des institutions civiles.

Le réflexe de sécurité militaire a été brusquement exploité politiquement avec la guerre et le budget de l'armée a atteint des sommets absurdes. Et ce, bien que la Suisse dispose déjà de l'une des plus grandes armées d'Europe par rapport à sa population. De plus, un réarmement aveugle est loin d'être un gage de sécurité. Une forte présence militaire peut attiser les conflits et les tensions plutôt que de les résoudre ou de les désamorcer. Qui, sinon des pays comme la Suisse, serait prédestiné à jouer le rôle de modèle d'une politique internationale de paix basée sur le désarmement et la démilitarisation ? C'est précisément pour cela que le GSsA s'engage dans ce combat.

Pour le GSsA, l'abolition de l'armée reste une étape essentielle vers un monde plus sûr, plus stable et plus pacifique. La Suisse peut et doit renforcer son rôle de médiateur de la paix. Pour le GSsA, il est clair que cette première et plus durable revendication de notre organisation doit rester l'objectif à atteindre à long terme.

Pour toutes ces raisons, le GSsA s'engage pour :

- Une Suisse sans armée.
- L'abolition du service militaire obligatoire tant qu'il y a une armée.
- Une réduction massive du budget de l'armée au profit de domaines liés à la sécurité comme la protection du climat, la santé ou la justice sociale.
- Une conception large de la sécurité, qui ne tienne pas exclusivement compte de son aspect militaire.